

APRÈS LA DÉFAITE

APRÈS LA DÉFAITE

ANALYSE CRITIQUE
DE LA **RÉNOVATION**
AU PARTI SOCIALISTE
2002-2007-2017

RÉMI LEFEBVRE

Fondation Jean Jaurès 

Fondation
Jean Jaurès 

APRÈS LA DÉFAITE
ANALYSE CRITIQUE
DE LA RÉNOVATION
AU PARTI SOCIALISTE
2002-2007-2017

RÉMI LEFEBVRE

Rémi Lefebvre est professeur de science politique et chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS, université de Lille). Sa thèse de science politique soutenue en 2001 avait pour sujet le socialisme municipal. Il a obtenu l'agrégation de science politique en 2005. Ses travaux portent sur les partis politiques (le Parti socialiste en particulier), les élites politiques (notamment locales), la professionnalisation de la politique, le travail de mobilisation électorale et la démocratie participative. Ces dernières années, il s'est fortement investi dans l'étude du phénomène des primaires. Parmi les treize ouvrages qu'il a publiés en nom propre, en coédition ou en collectif, on peut citer *La Société des socialistes* avec Frédéric Sawicki (Éditions du Croquant, 2006), *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant* (Raisons d'agir, 2011), *Les Primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation* en codirection avec Éric Treille (Presses universitaires de Rennes, 2016) et, avec Anne-Cécile Douillet, *Sociologie politique du pouvoir local* (Armand Colin, 2017).

INTRODUCTION

Tenu à distance du pouvoir national entre 1958 et 1981, le Parti socialiste, dominant à gauche depuis l'élection présidentielle de François Mitterrand, a été régulièrement confronté à des défaites, que ce soit au niveau national (1986, 1993, 1995, 2002, 2007, 2017) ou au niveau local. Alors que les élections locales lui ont été quasi systématiquement favorables entre 2002 et 2012, il a subi depuis l'élection de François Hollande cinq cinglantes défaites électorales : aux élections municipales, sénatoriales, européennes, départementales et régionales¹ (la droite a connu la situation inverse). Le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2017, désigné au terme d'une primaire (auto)destructrice, ne s'est pas qualifié pour le second tour et a obtenu un score historiquement faible (6,35 %) qui met en cause le statut même de parti dominant à gauche du Parti socialiste.

Les défaites électorales se sont donc banalisées pour ce dernier, leur répétition créant des habitudes et des formes de routine. Elles ont amené des phénomènes d'apprentissage de la « gestion de crise ». Les élites dirigeantes ont ainsi incorporé des « savoir-faire » organisationnels de défaite. La phase de défaite marque *l'entrée dans l'opposition* qui obéit à ses règles, codes et séquences propres. Ces phases constituent

1. Les grands élus socialistes en viennent à redouter ou regretter des victoires nationales ayant immanquablement des effets négatifs sur les performances électorales locales. Nathalie Appéré, maire de Rennes, déclare ainsi après la défaite de 2017 : « Le nouveau PS, lui, doit partir du local. On ne doit pas être un parti qui vise uniquement la conquête du pouvoir. On doit être aussi un espace où l'on se ressource, se forme, débat » (*Libération*, 22 octobre 2017).

néanmoins toujours des conjonctures critiques¹. Les défaites ouvrent des séquences au Parti socialiste, plus ou moins longues et critiques, qui *mettent en désordre* le parti, fluidifient le jeu partisan, appellent des luttes interprétatives concurrentielles et remettent en cause les rapports de force internes. Les commentaires (externes) des médias contribuent à la *mise en crise* de l'organisation, désavouée par le scrutin. Les défaites produisent une inflation de discours qui procèdent de la nécessité d'une allocation et d'une production de sens et participent de la construction de l'*imputation* de la défaite (quelles en sont les causes et, surtout, les « responsables » ?), les prises de position étant souvent indexées sur les intérêts des protagonistes en présence.

Les défaites, parfois attendues avec (une paradoxale) délectation, plongent les militants socialistes dans des formes d'introspection collective qui stimulent la production d'analyses et la réflexion identitaire et stratégique sur le parti. L'exercice du pouvoir étant perçu comme une épreuve qui malmène l'identité du parti, l'entrée dans l'opposition peut être perçue comme confortable. Les défaites affectent « l'agenda » partisan : congrès, séminaires, états généraux... sont censés apurer la défaite et créer un nouvel élan. Elles déstabilisent le leadership partisan, provoquent des reclassements, des repositionnements et une réorganisation des calculs et des anticipations (mise en retrait ou démission des dirigeants défaits, stratégies de maintien des élites en place). Les défaites donnent naissance à des « entrepreneurs », souvent réformateurs ou « renovateurs », qui s'adosent à une lecture des événements et se saisissent de la ou des « cause(s) » de la défaite pour subvertir les équilibres existants. À l'opposé, la

rationalité stratégique des dirigeants socialistes en place tend à minimiser la défaite ou à en imposer des lectures mettant en avant des éléments exogènes ou contextuels. Enfin, les défaites sont génératrices d'*injonctions au changement* et entraînent souvent des transformations des règles organisationnelles (modifications statutaires, règles de désignation, production de leadership...).

On montrera que, si les défaites déstabilisent l'ordre partisan socialiste, elles réactivent aussi une grammaire de l'institution partisane et révèlent, dans une conjoncture critique, des usages, normes, routines ou rôles stabilisés. On s'attachera ici à trois contextes postélectorales, ceux entraînés par la double défaite présidentielle et législative de 2002, 2007 et 2017 (c'est-à-dire les défaites socialistes nationales depuis l'inversion du calendrier présidentiel). Il s'agit de mettre en regard des défaites à la suite de scrutins « décisifs » consécutifs, mais on verra que les élections « intermédiaires » jouent un rôle dans la définition des temporalités de la défaite et leur séquençage. Ces trois défaites sont marquantes : celle de 2002 puisqu'elle se produit au premier tour, celle de 2007 car elle marque la troisième élection présidentielle perdue depuis 1995, celle de 2017 puisqu'elle met en cause l'existence même du parti. On montrera ici que les défaites conduisent à une intensification des luttes partisans au Parti socialiste autour de trois dynamiques concomitantes que l'on étudiera successivement : luttes de sens, de leadership, de redéfinition des règles du jeu organisationnel¹.

1. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986. On raisonne ici par analogie, les contextes de défaite n'étant pas pleinement comparables aux crises analysées par Michel Dobry. On n'observe pas ainsi dans les défaites analysées les phénomènes de désertion qui sont au cœur de son analyse des crises politiques.

1. Je remercie Carole Bachelot pour sa lecture critique et ses suggestions.

« DÉFAIRE LA DÉFAITE » : RETOUR À « LA BASE » ET LUTTES INTERPRÉTATIVES

La même séquence se reproduit avec un scénario très proche en 2002, 2007 et 2017 (et avant cela en 1993 après les élections législatives¹). Retour à la base, introspection collective « sans complexes ni tabous » (Pierre Moscovici), ouverture « des portes et des fenêtres » du parti (Laurent Fabius), appel à l'autocritique, ouverture de la parole aux militants, diagnostic des faiblesses du parti²... : des constats très proches portant sur le (dys)fonctionnement organisationnel sont formulés par les militants durant les trois périodes. Ces phases de « casuistique » collective procèdent de ressorts internes, mais obéissent aussi à des logiques de communication externe dans la mesure où il s'agit de donner des gages de capacité d'écoute à l'électorat et à l'opinion publique (il faut savoir battre sa coulpe partisane...). Elles mettent en jeu le « sens » de l'élection. Les défaites électorales sont autant *faites* de données objectives (le « verdict des électeurs ») que des multiples interprétations nécessairement partielles et partiales dont elles font l'objet après coup (les bulletins de vote sont en quelque sorte redépouillés et disséqués). Si l'élection présidentielle ne prête pas à

1. La défaite « honorable » et « porteuse d'avenir » de 1995 (selon les termes de Lionel Jospin) n'a pas suscité la même inflation d'analyses.

2. Cet exercice de délibération ne s'engage qu'après les élections législatives puisque la campagne requiert encore l'énergie des militants, qu'il ne faut pas démobiliser.

l'ambiguïté (il y a un vainqueur et un vaincu), son interprétation se révèle concurrentielle et prête aux controverses¹.

LIBÉRER LA PAROLE MILITANTE

La défaite réactive au Parti socialiste une grammaire partisane valorisant fortement le débat et la délibération internes². La fin de la séquence électorale ouvre une période d'intense réflexion sur le « sens » de l'élection et de l'échec. Les dirigeants « doivent » alors aux militants une explication. Des luttes interprétatives se déploient pour fixer les causes de l'événement et sont dynamisées et exacerbées par l'ouverture de la parole aux militants à travers diverses procédures. Les catégories d'Albert Hirschman apparaissent ici particulièrement heuristiques³. Alors que la norme unitaire impose la *loyauté* militante (*loyalty*) lors des mois précédant le scrutin et la campagne ou lors de la pratique du pouvoir, la parole (*voice*) militante est libérée dans une conjoncture qui apparaît à bien des égards comme cathartique. Cette ouverture du débat est d'autant plus prescrite que l'option du désengagement ou de

l'*exit* (pour reprendre une formule du sociologue Albert Hirschman) s'impose comme une possibilité pour de nombreux militants et que les dirigeants cherchent à limiter les flux de désengagement qui suivent les échecs électoraux¹. Tout se passe comme si l'introspection collective et le « retour à la base » devaient permettre de « purger » la défaite.

Les désaveux électoraux à partir de 1993 ouvrent ainsi des phases internes marquées par une réactivation du clivage traditionnel militants/élu, base/sommet et par une réévaluation des ressources militantes que la pratique du pouvoir a disqualifiées². Pierre Mauroy évoque ces cycles : « Je connais ça après chaque défaite, les malentendus entre les cadres et les militants du parti reprennent le dessus³. » Les routines partisanes sont alors déstabilisées, la conjoncture étant marquée par un impératif de changement prenant l'appellation indigène de « rénovation⁴ ».

Le Parti socialiste inaugure en 1993 le format des « états généraux », appelés dans la forme à devenir un modèle de délibération collective suivant les défaites électorales. Le principe de ces consultations est lancé par Michel Rocard début avril 1993, quelques jours après la cuisante défaite des élections législatives au terme desquelles le parti ne conserve que 52 députés. Il s'agit de permettre à « la base » d'analyser les causes de la défaite de 1993 et de transmettre

1. La question du « qui a gagné » ne se pose pas dans le cas des élections présidentielles à la différence des élections locales, même elle laisse ouverte la question essentielle du « pourquoi ». Aux élections législatives, qui prêtent à des jugements plus complexes, l'ampleur de la défaite amène à reconsidérer le verdict de l'élection présidentielle (la défaite a été jugée « contenue » aux élections législatives de 2007). Patrick Lehingue prend ainsi pour objet d'analyse « l'assignation univoque d'un sens souvent étroitement politique à une pluralité de bulletins imprimés qui n'en recèlent pas nécessairement ». Voir Patrick Lehingue, « Mais qui a gagné ? Les mécanismes de production des verdicts électoraux (Le cas des scrutins municipaux) » in Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF, 2005, p. 325.

2. Rémi Lefebvre, « Le sens flottant de l'engagement socialiste. Usages et ressorts de la "démocratisation" au PS » in Rémi Lefebvre, Antoine Roger (dir.), *Les Partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

3. Albert O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1972.

1. Philippe Juhem, « Investissements et désinvestissements militants » in *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009. Le départ de Benoît Hamon en 2017 et sa création d'un mouvement concurrent du Parti socialiste sont intéressants de ce point de vue.

2. Il faut distinguer les défaites à l'issue desquelles le parti quitte le pouvoir, comme c'est le cas en 2002 et en 2017 (le diagnostic s'accompagne alors d'un travail de bilan et d'inventaire), ou entre à nouveau dans l'opposition (2007). La pratique du pouvoir tend à cadrer le débat interne, la défaite et l'entrée dans l'opposition le rouvre.

3. *Le Figaro*, 8 février 2003.

4. On est proche de la situation du carnaval analysé par Mikhaïl Bakhtine, au sens où c'est le renversement temporaire des rôles qui permet *in fine* la stabilité de l'ordre social (ici partisan). Mikhaïl Bakhtine, *L'Œuvre de François Rabelais et la Culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », Paris, 1973.

directement aux dirigeants leurs revendications. Il s'agit aussi, plus stratégiquement pour les dirigeants, de « lâcher du lest », de gagner du temps et de différer les questions de renouvellement des élites en place. Si les états généraux de 1993 s'adosent à la délégitimation d'une direction « coupée de la base », les délester d'enjeux de pouvoir immédiats permet, comme le montre Carole Bachelot, « de donner libre cours à des critiques radicales du fonctionnement interne et en particulier du mode de sélection des dirigeants¹ ». Décentralisés, les débats organisés portent sur quatre « enjeux » (le bilan, le projet et l'identité du Parti socialiste, les formes d'organisation du parti, la stratégie et les alliances). Le parti est censé aussi s'ouvrir sur l'extérieur, comme Laurent Fabius l'avait souhaité au comité directeur du 3 avril 1993 : « Je dis “parole aux militants” mais j'ajoute tout de suite que cela n'est nullement exclusif au contraire d'une consultation beaucoup plus large qui est indispensable : militants et sympathisants ; “portes et fenêtres ouvertes”, je choisis cette expression². »

La parole est « redonnée » en 2002 aux militants et aux électeurs selon un schéma proche des états généraux de 1993. Un questionnaire adressé aux adhérents les interroge sur « ce qui s'est passé en 2002 », le bilan de la législature, l'état de la société, l'identité socialiste, le militantisme aujourd'hui, la stratégie politique de la gauche. Le Conseil national d'octobre 2002 dresse un bilan d'étape de cette consultation, ainsi que des auditions avec syndicats et associations. Une brochure de soixante pages en forme de « cahiers de doléances » – l'appellation est de François Hollande – restituée en janvier 2003 le débat militant³

1. Carole Bachelot, « Groupons-nous et demain... », *Sociologie des groupes dirigeants du Parti socialiste français depuis 1993*, doctorat de science politique à l'IEP de Paris, 2008.

2. Cité in *ibid.* Le projet des états généraux a aussi permis de légitimer l'élection de Laurent Fabius lors de ce même comité directeur.

3. Supplément de *L'Hebdo des socialistes*, janvier 2003.

(contributions fédérales ou de section). Les paroles du « tiers état » militant ont été au préalable recueillies dans les fédérations.

La défaite est d'autant plus déstabilisante qu'elle se répète. Si Ségolène Royal se qualifie pour le second tour, le Parti socialiste enregistre en 2007 une troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle qui stimule à nouveau la réflexion des militants et des dirigeants du parti¹. Dès le soir du second tour sur les plateaux de télévision, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn appellent à une refonte de la pensée socialiste. Dans sa déclaration du second tour, Ségolène Royal, si elle reconnaît sa défaite (« Le suffrage universel a parlé »), se prévaut des « 17 millions d'électeurs » qui ont voté pour elle et prend date :

Quelque chose s'est levé qui ne s'arrêtera pas [...]. Ce que nous avons commencé ensemble, nous allons le continuer ensemble [...]. Vous pouvez compter sur moi pour approfondir la rénovation de la gauche et la recherche de nouvelles convergences au-delà de ses frontières actuelles. C'est la condition de nos victoires futures. Je serai au rendez-vous de ce travail indispensable et j'assumerai la responsabilité qui m'incombe désormais [...]. D'autres rendez-vous nous attendent.

Le fait qu'elle investisse le siège du Parti socialiste rue de Solferino le soir de la défaite et salue du toit ses supporters attroupés est interprété comme la volonté de peser sur les débats postélectorales, voire de prendre la direction du parti (ce qu'elle a de fait cherché à faire). Un nouveau cycle de rénovation s'ouvre. Un forum de la « rénovation » est rapidement mis en place sur Internet sur le mode des débats de 1993 et 2002. Un premier « Forum de la rénovation » physique a lieu le 24 novembre 2007. Trois rapports, fondés

1. Un numéro spécial de *La Revue socialiste* est à nouveau produit : « Diagnostic pour la rénovation », *La Revue socialiste*, n° 29, octobre-novembre 2007.

sur les 12 000 contributions individuelles ou collectives des militants, sont produits à l'issue du processus¹.

La défaite de 2017 met « la maison d'Épinay à terre² ». La nouveauté est qu'elle semble mettre en jeu l'existence même du parti. Après cinq ans d'exercice du pouvoir où les arènes partisanes ont été démonétisées³, le parti se recentre sur son fonctionnement organisationnel et la délibération militante.

La défaite se traduit comme en 2002 et 2007 par un appel à la base et une consultation des militants. « La force de la famille socialiste réside dans ses militants. Il leur revient de décider et de dessiner l'avenir⁴. » Les tribunes de responsables socialistes appelant à une « régénération » militante se multiplient dans la presse. Trente-trois jeunes premiers secrétaires de fédérations publient dans *Libération* un texte où ils expriment « la volonté de ne pas se laisser voler la "refondation" ». Selon eux, « le renouveau du PS doit passer par ses militants » : « Conventions, universités, assises, états généraux : faisons confiance à l'intelligence collective. Nous n'avons plus droit à l'échec, le renouveau doit être total⁵. »

Lors d'un séminaire de rentrée fin août, la direction provisoire adopte une « feuille de route » sur laquelle les adhérents du parti sont appelés à se prononcer le 28 septembre⁶. Le questionnaire porte moins sur des enjeux de fond (la ligne politique) que sur la procédure de la refondation elle-même⁷. Emmanuel Grégoire, rapporteur de cette

question lors du séminaire, le présente ainsi : « Nous vous proposons de renverser la table mais vous proposons de le faire ensemble avec méthode¹. » Les militants votent concrètement sur treize questions organisées en trois séries d'enjeux portant sur les forums de la refondation à venir (« bilan, reconstruction, dépassement »), les premières réformes du Parti socialiste, la convention statutaire et le congrès du Parti socialiste. Ils sont invités notamment à trancher la question de savoir si les forums sont ouverts à des non-adhérents, à proposer des questions supplémentaires pour les forums (question ouverte), à se prononcer sur un certain nombre de changements statutaires (la transformation du Conseil national en parlement du parti avec des commissions ouvertes aux adhérents et aux forces vives, la possibilité offerte aux fédérations d'inscrire des points à l'ordre du jour du Conseil national ou du Bureau national, la création d'un conseil scientifique du parti et sa déclinaison dans chaque fédération...). Aucune question ne porte à ce stade sur la ligne politique, la question idéologique ou le bilan du gouvernement. La participation est très faible lors du vote : seuls 24 390 adhérents y prennent part (sur 98 045 inscrits, soit une participation de 24,88 %)². La direction du parti ne communique pas ses chiffres à la presse, le nombre de militants restés au parti étant devenu une question médiatiquement sensible³.

1. *L'Hebdo des socialistes*, 2 février 2008.

2. Jean-Christophe Cambadélis, Conseil national du 24 juin 2017.

3. Rémi Lefebvre, « "Dépassement" ou effacement du Parti socialiste (2012-2017) ? », *Mouvements*, n° 89, 2017, pp. 11-20 ; Frédéric Sawicki, « L'épreuve du pouvoir est-elle vouée à être fatale au Parti socialiste ? Retour sur le quinquennat de François Hollande », *Pouvoirs*, n° 163, 2017, pp. 27-41.

4. Motion du Bureau national, 4 septembre 2017.

5. « Le renouveau du PS doit passer par ses militants », *Libération*, 20 juin 2017.

6. 800 contributions militantes ou fédérales ont été adressées à la direction du parti durant l'été.

7. La consultation porte sur « la méthodologie » de la refondation. « Les questions organisationnelles concentrent les questions politiques », *L'Hebdo des socialistes*, n° 871, septembre 2017.

1. « Point presse du 27 août suite au séminaire de rentrée 2017 » sur le site internet du Parti socialiste.

2. Résultats transmis aux membres du Bureau national.

3. Lors d'une conférence de presse le 26 août 2017, le secrétaire national Rachid Temal évoque une « hémorragie stabilisée ».

DÉFAIRE LA DÉFAITE EN FIXANT SON SENS

Naming (nommer et identifier), *blaming* (imputer des responsabilités¹), *claiming* (réclamer ou revendiquer) : les luttes de sens autour des défaites partisans s'apparentent à des processus qui ont pu être observés dans les travaux sur la construction des problèmes publics². Elles sont particulièrement vives après la défaite présidentielle de 2002, qui inaugure une phase critique d'une intensité inédite dans l'histoire du Parti socialiste. Avec seulement 16,18 % des suffrages exprimés, le candidat socialiste est éliminé, on le sait, dès le premier tour. L'effet de surprise³ (aucun sondage n'avait annoncé cette contre-performance), la forte charge symbolique de la non-qualification au second tour de l'élection présidentielle, la présence de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac et la décision de Lionel Jospin de se retirer de la vie politique après ce qu'il appelle « un tremblement de terre » ouvrent une conjoncture politique fluide (au sens de Michel Dobry) qui déstabilise l'ordre partisan. Les repères cognitifs habituels sont déstabilisés, d'autant que la situation est inédite, que la défaite était pensée comme « imprévisible⁴ » et que l'horizon d'attente était la victoire. La perte de repères (il n'existe pas de précédent) et la sidération provoquent une inflation de discours. Le désaveu électoral, exceptionnel dans ses conséquences, crée une *crise d'allocation de sens* : il convient de fixer la

signification de la défaite et de la situation ainsi créée et d'inventer de nouvelles perspectives. La « lucidité » est de mise pour agir, comme l'écrit Henri Weber : « Il n'y a pas de bonne thérapeutique quand le diagnostic est erroné et superficiel¹. »

La défaite de 2002 suscite ainsi une inflation d'analyses et de productions éditoriales diverses (chroniques, entretiens, tribunes, articles, brochures...) qui visent à faire naître et administrer un sens de la défaite. François Hollande écrit en septembre 2002 :

Depuis le 21 avril, il ne se passe pas de jour sans que ne me soient adressées, sous toutes les formes possibles, des contributions sur les causes de notre échec. Chacun apportant sa part de vérité d'abord pour comprendre, surtout pour tirer des leçons utiles d'une épreuve aussi douloureuse².

L'analyse de la défaite donne lieu à un troisième tour symbolique où il s'agit de faire parler les électeurs, de prêter au verdict électoral un sens politique ou sociologique, cet exercice de ventriloquie électorale mobilisant souvent l'expertise politologique. Quelques mois après la défaite, la publication théorique du Parti socialiste (*La Revue socialiste*) s'attache dans un numéro spécial à proposer des analyses sur cet échec sollicitant à parité responsables du parti d'un côté, intellectuels, politistes ou sociologues de l'autre³. D'intenses luttes interprétatives où sont enrôlées diverses analyses politologiques ou d'interprètes autorisés⁴ se déploient autour du « 21 avril », devenu une figure imposée du discours socialiste⁵.

1. Sur les discours d'imputation, voir Christian Le Bart, « Le système des attributions causales dans le discours des candidats à l'élection présidentielle de 1988 », *Revue française de science politique*, n° 40, 1990, pp. 212-229.

2. Erik Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015.

3. Michel Hastings présente « le 21 avril » comme « la mère de toutes les surprises électorales » (« La surprise électorale ou les infortunes de l'énonciation » in Olivier Dabène, Michel Hastings, Julie Massal (dir.), *La Surprise électorale. Paradoxes du suffrage universel*, Karthala, Aix-en-Provence, 2007).

4. Denis Pingaud, *L'Impossible Défaite*, Paris, Seuil, 2002.

1. « 21 avril 2002. "Comprendre" », *La Revue socialiste*, 9-10 septembre 2002.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Une enquête du Cevipof fait ainsi l'objet d'appropriations différentes de la part de la gauche du parti et de la direction et provoque une controverse. Voir Gérard Le Gall, « Retour sur le 21 avril », *L'Hebdo des socialistes*, n° 271, 12 avril 2003, p. 7.

5. L'élu et responsable du Parti socialiste Guillaume Bachelay tente de synthétiser les analyses pléthoriques de la défaite dans un article significativement appelé « Défaire la défaite » (*La Revue socialiste*, 9-10 septembre 2002).

Deux cadrages polaires de l'événement s'imposent dans les exégèses électorales. Ils s'ordonnent en fonction du caractère contextuel/conjoncturel ou structurel globalement prêté à la défaite et sont largement déductibles des positions et des ressources de pouvoir dans la hiérarchie du parti. L'échec est défini par la majorité dirigeante du parti, même si celle-ci fait acte de contrition, comme relevant principalement d'un « accident ». Sont mis en avant sous ce registre explicatif : la mauvaise campagne malgré un « bon bilan », la montée de l'abstention, les effets d'agenda liés à la médiatisation excessive des questions de sécurité, le poids des sondages qui auraient trompé les électeurs en n'annonçant pas la défaite du candidat socialiste... et surtout la division et la fragmentation de la gauche au premier tour de l'élection présidentielle¹. Pour les *outsiders* (la gauche du parti principalement), la défaite procède de phénomènes plus structurels liés à la droitisation du Parti socialiste au pouvoir et au désaveu de l'électorat populaire². Un relatif consensus se dégage sur le « divorce » entre les catégories populaires et la gauche, et tout particulièrement le Parti socialiste, construit comme une des significations saillantes de l'élection présidentielle de 2002. Les données de la sociologie électorale, largement diffusées, ont accrédité cette thèse. Le score socialiste a atteint son étiage électoral dans ce segment de la société : 12 % des ouvriers ont voté Lionel Jospin contre 14 % pour Jacques Chirac et 26 % pour Jean-Marie Le Pen³. *La Revue socialiste* publie ainsi significativement en mars 2003 un numéro spécial intitulé « Reconquérir les catégories populaires ».

1. Lionel Jospin, dans sa déclaration le soir du 21 avril, met en cause « la démagogie de la droite et la dispersion de la gauche ».

2. Le politiste Zaki Laidi dénonce ce tropisme explicatif qu'il nomme « la fable d'une "dérive néolibérale" » (*Les Échos*, 22 mai 2002).

3. Enquête électorale du Cevipof, 2002.

La défaite de 2007 est interprétée selon d'autres schèmes explicatifs que ceux mobilisés en 2002. D'autres récits causaux sont construits et mobilisés. La question de la légitimité de la candidate, Ségolène Royal, est mise en avant : profil personnel, nouveau style plus participatif, procès en incompétence¹, maladroites de la campagne... La question du rapport de la candidate au parti est aussi saillante : pour les uns, elle l'aurait négligé, pour les autres, le parti ne l'aurait pas assez soutenue. D'autres enjeux sont discutés : « la droitisation » de la société française ou des personnes âgées, l'habileté de Nicolas Sarkozy, l'épuisement du modèle social-démocrate...

Dans un ouvrage, Claude Bartolone cible les « erreurs » de la candidate Ségolène Royal dans une campagne présentée comme « imperdable² ». Dans son livre *L'Impasse*, publié en septembre 2007, Lionel Jospin met en cause quant à lui une candidate qui à ses yeux ne possédait pas « les qualités humaines et les capacités politiques » nécessaires pour gagner, et dont les propositions « n'étaient pas dans la culture de la gauche et du socialisme³ ». D'autres livres prolongent ce réquisitoire contre la candidate⁴. Au fil des défaites présidentielles du Parti socialiste, un genre éditorial (« le livre de défaite ») semble s'institutionnaliser, dans lequel certains dirigeants se spécialisent. La veille de l'université d'été du Parti socialiste de 2002, l'ancienne secrétaire d'État au logement du gouvernement Jospin, Marie-Noëlle Lienemann, publie un réquisitoire contre le candidat malheureux qui

1. Sur cette question au prisme du genre, voir Frédérique Matonti, « La singularité française. La campagne électorale de Ségolène Royal », *French Politics, Culture & Society*, hiver 2007, pp. 86-101.

2. Claude Bartolone, *Une élection imperdable*, Paris, L'Archipel, 2007.

3. Lionel Jospin, *L'Impasse*, Paris, Flammarion, 2007.

4. Voir, toujours en 2017, Jean-Christophe Cambadélis, *Parti pris* (Plon), Guillaume Bachelay, *Désert d'avenir ? Le Parti socialiste, 1983-2007* (Bruno Leprince) ou Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche. Après la défaite* (Balland).

rencontre un grand succès de librairie (*Ma part d'inventaire*)¹. Elle renouvelle l'exercice en 2007 (*Au revoir, Royal*)².

En 2017, ce que les commentateurs appellent le « désastre » électoral du Parti socialiste suscite à nouveau des analyses sur le sens de la défaite, renvoyé concurremment à des aspects structurels (épuisement du projet social-démocrate³, défaite idéologique de la gauche qui aurait perdu la « bataille culturelle » au sens de Gramsci...), aux erreurs de communication ou de « pédagogie » de François Hollande (déficit d'explication et de « sens⁴ »), au bilan et à la ligne du gouvernement (orientation sociale-libérale imprimée avec « la politique de l'offre », loi El Khomri, déchéance de nationalité...), à la division du parti (indiscipline des « frondeurs » qui ont affaibli l'exécutif), aux primaires et à la campagne de Benoît Hamon ou à des facteurs externes (efficacité des campagnes de Jean-Luc Mélenchon ou d'Emmanuel Macron). Le débat oppose principalement la gauche du parti aux partisans de François Hollande comme Stéphane Le Foll. Ce dernier déclare au *Monde* le 12 juillet 2017 : « Au PS, on se pose toujours la question de savoir pourquoi on a perdu, en jugeant que c'est parce qu'on n'était pas assez à gauche, mais jamais personne ne se pose la question de savoir pourquoi les autres ont gagné. » Des livres émergeant au genre « livre de défaite » précédemment évoqué sont à nouveau édités. Jean-Christophe Cambadélis est ainsi le premier à publier *Chronique d'une débâcle, 2012-2017*⁵.

Ces luttes portant sur la signification de la défaite apparaissent néanmoins relativement euphémisées comparées à celles consécutives aux échecs de 2002 et 2007. Tout se passe comme s'il fallait différer « l'explication » pour gagner du temps¹ et conjurer la menace de l'explosion du parti ou éviter des défections trop massives². La maire de Rennes, Nathalie Appéré, rejette l'utilité d'un débat sur le bilan qui a fortement divisé les socialistes entre 2012 et 2017 : « Je ne suis pas sûre qu'il faille refaire le match en permanence. Pour moi, le mandat de François Hollande appartient aux historiens, plus aux politiques³. » François Lamy déclare lors du Conseil national du 9 décembre 2017 de manière éloquente : « Le secret de famille le mieux gardé, c'est le bilan du quinquennat au Parti socialiste. Pourquoi ? Parce que tout le monde considère que si on commence à parler frondeurs, pas frondeurs, ou ainsi de suite, on est mort. Donc tout le monde essaie de trouver la façon dont on va pouvoir aborder le bilan des quinze dernières années de la manière la plus intelligente possible pour ne pas nous retrouver en situation de nous fracasser. » L'ex-ministre de la Culture Aurélie Filipetti appelle quant à elle à un inventaire : « Ceux qui disent : "On ne va pas refaire le match, on ne va pas regarder en arrière" se trompent. Nous devons faire l'inventaire. Actuellement, les principaux artisans du quinquennat sont en train d'essayer de cacher le bilan sous

1. Marie-Noëlle Lienemann, *Ma part d'inventaire, entretiens avec Frédéric Haziza*, éditions Ramsay, 2002.

2. *Id.* et Philippe Cohen, *Au revoir, Royal*, Paris, Perrin, 2007. Sur les livres politiques, voir Christian Le Bart, *La Politique en librairie*, Paris, Armand Colin, 2012.

3. Le SPD allemand connaît au même moment une grave défaite qui donne crédit à cette analyse causale, l'argument permettant de diluer les responsabilités de l'exécutif sortant.

4. « En réalité, on a bien agi mais on n'a pas donné de sens. Et la paresse de pensée, c'est parce que tout le monde a préféré balayer le travail sur le fond pour se consacrer exclusivement au jeu tactique » (Jean-Christophe Cambadélis, *Libération*, 2 octobre 2017).

5. *Id.*, *Chronique d'une débâcle, 2012-2017*, Paris, L'Archipel, 2017.

1. Cette stratégie attentiste peut aussi être analysée comme une mise en retrait volontaire du Parti socialiste. Jean-Christophe Cambadélis déclare à la presse : « Petit à petit, on va revenir vers les socialistes. Car Emmanuel Macron ne sera plus ce qu'il a été – il ne peut plus surprendre car il gouverne – et Jean-Luc Mélenchon ne veut pas l'unité de la gauche » (*Libération*, 2 octobre 2017). « Il n'y a pas d'urgence à redevenir visible », commente un haut dirigeant du parti, pour qui le rejet a été tel que tout message socialiste reste inaudible. « Laissons d'abord six mois au mirage macronien pour se dissiper », poursuit-il (*Libération*, 6 août 2017).

2. Les défections et démissions de cadres socialistes se multiplient, nourrissant notamment le mouvement de Benoît Hamon (M1717), qui a quitté le parti et offre aux militants classés à gauche un possible collatéral (une offre d'engagement alternatif) permettant de reconverter leur engagement.

3. « Nathalie Appéré : "Il faut tout reprendre dans la 'vieille maison' socialiste" », *Libération*, 22 octobre 2017.

le tapis pour mieux recommencer dans une hypothétique alternance automatique¹. »

Cet attentisme se manifeste dans l'ambiguïté de l'entrée en opposition du parti. La ligne politique de ce dernier par rapport à la nouvelle majorité présidentielle apparaît comme ambiguë, comme le montre la diversité des positions lors du vote de confiance du gouvernement d'Édouard Philippe². Le Bureau national du 20 juin 2017 qui statue sur cette question se prononce contre la confiance avec possibilité de voter l'abstention. Le vote des députés socialistes ne suit que partiellement cette consigne de vote. 23 députés s'abstiennent, tandis que 5 votent contre et 3 pour. Le président du groupe, Olivier Faure, revendique une opposition de « gauche de gouvernement » tandis que le Bureau national définit négativement la ligne du parti : « Ni Macron, ni Mélenchon ». Didier Guillaume, réélu le 27 septembre à la tête du groupe du Sénat, adopte des positions beaucoup plus favorables au gouvernement d'Édouard Philippe et s'oppose à toute exclusion du parti des socialistes qui ont soutenu Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle (ce qu'il a fait à demi-mot). Le Conseil national du 24 juin adopte la « ligne » d'une « opposition constructive et vigilante ».

L'ENJEU DU LEADERSHIP : LES CONGRÈS DE DÉFAITE

Luttes de sens et luttes de pouvoir sont intriquées. La défaite contribue à exacerber les luttes internes, à densifier les échanges de coups et à placer au cœur de l'agenda partisan les questions de leadership. Elle est construite par les outsiders comme un désaveu des responsables en place, qui justifient les luttes pour redéfinir la ligne du parti et s'appropriier le capital collectif qu'il constitue. La redistribution des positions de pouvoir et des rapports de force s'effectue en des termes très différents en 2002, en 2007 et 2017. À la différence de Lionel Jospin, la candidate défaite en 2007 reste dans le jeu et tente de peser sur les équilibres partisans en convertissant son capital électoral (« ses » 17 millions d'électeurs qu'elle ne cesse de mettre en avant) en capital partisan. Ségolène Royal cherche à réarticuler leadership présidentiel et leadership partisan.

Si, en 2002, François Hollande, à la tête du Parti socialiste depuis novembre 1997, est candidat à sa succession (il ne peut être directement et personnellement tenu pour responsable de la défaite), il annonce dès l'échec de mai 2007 qu'il quittera la direction du parti à l'issue du congrès de Reims, annoncé quelques semaines après la défaite présidentielle¹. Dans la première configuration, avec le « retrait » de Lionel Jospin, le leadership présidentiel est vacant, dans la seconde,

1. « Aurélie Filipetti : "Il faut savoir qui on veut défendre" », *Libération*, 29 octobre 2017.
2. Parmi les candidats aux élections législatives d'En Marche en 2017, on compte 80 socialistes.

1. Dans un ouvrage d'entretiens, *Droit d'inventaires*, François Hollande revient longuement sur les défaites de 2002 et 2007 et sur son action de premier secrétaire au moment de ces échecs (Paris, Seuil, 2009).

le leadership partisan est à reconstruire. Mais, dans les deux périodes, la maîtrise de l'appareil partisan est toujours considérée comme une ressource politique centrale dans la perspective d'une candidature à l'élection présidentielle. 2017 offre une troisième configuration, marquée par une vacance quasi immédiate du leadership partisan (et a fortiori présidentiel). Jean-Christophe Cambadélis, battu dès le premier tour aux élections législatives, annonce son départ de la direction du parti après les élections législatives et la mise en place d'une direction collégiale provisoire.

Le congrès, rite d'institution à la dramaturgie codifiée, est la procédure censée « solder » la séquence de défaite en stabilisant un *sens de la défaite* et en réglant la question du leadership. Au congrès de relatif apaisement et de routine des périodes de pouvoir s'oppose la forte conflictualité des *congrès de défaite* qui se doivent d'être « de refondation ». La maîtrise du calendrier et de l'ordre du jour partisan et son articulation avec les élections en cours (locales, notamment) représentent pour les dirigeants en place une ressource essentielle dans les phases postdéfaite. Les forums de « rénovation » constituent une manière d'occuper l'agenda partisan avant le congrès. Le rapport au temps des outsiders est quant à lui ambivalent. D'un côté, ils ont un intérêt objectif à dilater le temps de débat pour *mettre en désordre* le parti, de l'autre, ils doivent composer avec les stratégies des dirigeants en place, qui cherchent à diluer la défaite sans la « purger ».

LA « CLARIFICATION » DU CONGRÈS DE DIJON

L'introspection collective qui suit la défaite de 2002 est censée s'achever en mai 2003 lors du congrès de Dijon, soit plus d'un an après

la défaite présidentielle. Le premier secrétaire a habilement différé le congrès pour permettre la libre expression de la « base » militante, comme il l'explique à Montreuil le 15 décembre 2002, alors que 1500 militants sont venus livrer leurs témoignages et analyses dans cinq forums de discussion : « Après le choc du 21 avril [...], qui aurait pu admettre que les socialistes réduisent leurs réponses aux formes ordinaires d'une discussion de congrès, avec des motions prérédigées, la bataille pour les postes ? Il fallait définir une autre méthode, celle de la parole militante dans un cadre libre, ouvert, transparent [...] c'est un véritable exercice de délibération collective qui a eu lieu. Et aussi de vérité. » L'appel à la base expose certes les dirigeants en place à la vindicte militante (« Sortez les sortants »), mais il permet également de mettre à distance les courants, lesquels s'alarment de ce contournement, tout en investissant par pragmatisme les espaces de débat et de confrontation ouverts. François Hollande, candidat à sa succession, cherche très tôt à maintenir sa majorité et à fédérer autour de lui. Au cours de l'été 2002, le premier secrétaire intègre ainsi Laurent Fabius et ses partisans au sein de la direction. Confrontés à la menace d'une réorganisation de la gauche du parti, le premier secrétaire et son associé-rival ont décidé de différer la confrontation en vue de l'élection présidentielle de 2007.

La défaite entraîne néanmoins une exacerbation de la concurrence et une redistribution des rapports de force entre courants. On observe ainsi un redéploiement des équilibres intrapartisans et de la configuration des courants qui structurent au Parti socialiste le pluralisme interne. La défaite, par son ampleur, crée les conditions d'une redéfinition de l'identité de l'organisation et ouvre de nombreux possibles qui constituent une fenêtre d'opportunité pour des *entrepreneurs de changement*. Un ensemble d'acteurs dominés dans le jeu partisan, plutôt situés à la gauche du parti, mesurent bien les potentialités

de changement inscrites dans la conjoncture du « 21 avril », érigé en un emblème générationnel de mobilisation, pour subvertir les hiérarchies politiques en place. La « rénovation » sert après la défaite de 2002 de mot de passe, de label marqueur, de slogan identitaire d'un ensemble disparate d'acteurs.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la naissance du Nouveau Parti socialiste (NPS). Dans la perspective du congrès de Dijon, ce courant est lancé le 9 octobre 2002 par un appel dans le journal *Libération* de Julien Dray, issu de la Gauche socialiste¹, Arnaud Montebourg et Vincent Peillon. Avec le « 21 avril » comme talisman, il affirme son ancrage à la gauche du Parti socialiste contre « le social-libéralisme » et la dérive « libérale » de l'Union européenne. Sur la base d'un discours rénovateur sur le plan institutionnel (« la VI^e République »), d'une critique de la professionnalisation politique dans un parti notabilisé (mise en cause du cumul des mandats) et de la mise en avant de thèmes « sociétaux », le NPS fédère des militants jeunes et fortement dotés en capital culturel qui aspirent aux responsabilités². La démarche du NPS apparaît implicitement, au-delà de ses revendications refondateuses et constitutionnelles, comme « une entreprise de contestation de la faible mobilité interne partisane³ », proposant une réactivation de l'« ascenseur militant » pour promouvoir des personnes plus jeunes et moins intégrées dans l'appareil. Elle s'appuie notamment sur « l'afflux de nouveaux militants, plus jeunes, arrivés au parti depuis le choc traumatique de la présidentielle⁴ ». D'autres initiatives voient le jour.

1. Ce courant de la gauche du parti, fondé en 1988 et dirigé par Jean-Luc Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann et Julien Dray, éclate après la défaite de 2002 après avoir rassemblé 13,5 % des adhérents au congrès de Grenoble de 2000.

2. On trouve au NPS, notamment autour de Benoît Hamon et du groupe Nouvelle Gauche, beaucoup d'anciens rocardiens.

3. Olivier Laurent, « Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP) », *Revue française de science politique*, vol. 53 (5), 2003, p. 777.

4. *Ibid.*

Le 9 octobre 2002, six secrétaires de fédérations, représentant 19000 adhérents, lancent autour de Marc Dolez, qui dirige la fédération du Nord, « un appel pour la refondation du PS », exprimant « l'exaspération » des militants devant la manière dont le congrès se prépare et se prévalant de « la parole des militants » qui, seule, peut être « régénératrice » après l'échec du 21 avril. On y lit :

Le risque est grand que la parole des militants soit confisquée par de lamentables manœuvres d'appareil qui ont commencé dès le lendemain des élections législatives et qui ne cessent depuis de se développer. Pour notre part, nous refusons de séparer le temps du débat qui serait celui des militants, de celui du congrès qui serait celui des courants et des écuries présidentielles. Le temps du congrès doit être celui des militants ! [...] Nous ne voulons pas d'un nouveau congrès de Rennes, qui serait suicidaire mais nous ne voulons pas non plus d'un congrès de dupes dont le scénario serait déjà écrit ! [...] Nous appelons toutes les militantes et tous les militants du Parti socialiste à se mobiliser dans leurs sections et leurs fédérations pour s'opposer à la confiscation du débat et pour imposer le congrès de refondation dont nous avons besoin. La rénovation de notre parti passe assurément par de nouvelles règles de désignation de ses instances dirigeantes ainsi que par la consultation directe et régulière de tous les militants.

Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon fondent quant à eux le 27 septembre 2002 à Argelès le courant Nouveau Monde, rejoint par le courant Démocratie - Égalité des ex-poperénistes. La même injonction à la « rénovation » se traduit donc par trois entreprises concurrentes qui reposent sur des légitimations différentes (renouveau générationnel, valorisation des fédérations et de la base militante, retour aux fondamentaux de la première gauche).

Au congrès de Dijon, la « gauche » du Parti socialiste, divisée, fait face à une large coalition à vocation majoritaire emmenée par le premier secrétaire sortant qui l'emporte (61,37 % des suffrages militants). Le leadership de François Hollande, déjà conforté par les victoires

locales de 2004, est réassuré. Le cycle de la défaite se referme : le premier secrétaire annonce dans son discours de clôture du congrès qu'il est temps d'« en finir avec le 21 avril », met fin à une période d'« intros-pection », désormais considérée comme « mortifère », et annonce que les « socialistes sont de retour¹ ».

LA CONFUSION DU CONGRÈS DE REIMS

Le congrès de Reims de novembre 2008, convoqué un an et demi après la défaite présidentielle, ne conduit pas à la même clarification des enjeux de leadership. Son issue apparaît très confuse. François Hollande décide dès l'été 2007 de reporter le congrès après les élections municipales de mars 2008 pour « décanter » les divergences socialistes, « donner du temps au temps » et surtout préserver l'unité du parti à l'approche d'une échéance électorale décisive dans un parti d'élus. Les divers dirigeants conviennent alors que les luttes de leadership risqueraient de porter atteinte à l'implantation locale du parti, qui met en jeu des intérêts électoraux désormais considérables. La majorité issue de la synthèse générale du congrès du Mans de 2005 avait rapidement explosé après la double défaite présidentielle et législative.

Le congrès de Reims est beaucoup moins dominé par la défaite présidentielle que celui de Dijon pour deux raisons principales : il se tient un an et demi après les défaites présidentielle et législative ; les élections municipales, qui portent l'implantation locale à son apogée, ont amorti l'échec de 2007. La place centrale jouée par Ségolène Royal

dans le congrès et son ambition de prendre le contrôle du parti prolongent cependant, en les retraduisant, les débats qui ont marqué la période postprésidentielle. La candidate tente alors d'incarner *le changement* en appelant de ses vœux une réforme profonde du parti. Face à l'échec, elle incarne une forme de persévérance dans la volonté de changement¹. Quelques jours avant le vote des motions, elle déclare que « le modèle de la social-démocratie » est « périmé ». Les divergences idéologiques se cristallisent ainsi lors du congrès essentiellement sur deux questions : celle de l'alliance avec le MoDem que la candidate avait amorcée lors de la campagne de 2007 et, surtout, celle de la « nature » du parti. Aux tenants du « vieux parti » (défavorables à un élargissement de la base militante, à des primaires ou à un parti « à l'américaine ») s'opposent les partisans de son « dépassement » autour de Ségolène Royal (au motif de son faible ancrage social et de l'obsolescence de la forme partisane). La candidate de 2007 appelle de ses vœux un assouplissement des modalités d'adhésion et un « parti de masse », ouvert sur la société et tout entier tourné vers l'élection présidentielle.

Cet objectif d'ouverture est perçu comme une menace par les adversaires de Ségolène Royal, qui cherche selon eux à diluer le « vieux parti » dans un parti postidéologique perméable aux logiques d'opinion. Aussi, en menaçant de « casser » les règles du jeu, Ségolène Royal suscite un réflexe identitaire contre elle. Six motions sont en lice lors du vote des militants. La motion de Gérard Collomb, soutenue par Ségolène Royal, arrive en tête avec 29 % des voix, suivie de celles de Bertrand Delanoë (25,24 %), de Martine Aubry (24,32 %) et de Benoît Hamon (18,52 %).

1. À Lyon, en juillet 1993, Michel Rocard clôt les états généraux en utilisant une expression similaire.

1. Pour une analyse interactionniste des stratégies d'adaptation à l'échec, voir l'article séminal d'Erving Goffman, « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec » in *Le Parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit, 1989.

Faute de synthèse, c'est le vote des militants après le congrès qui est décisif. Le 21 novembre 2008, selon les résultats officiels (contestés de part et d'autre), Martine Aubry arrive en tête du second tour du vote des militants pour le poste de premier secrétaire, l'emportant face à Ségolène Royal de 42 voix, soit 50,02 % contre 49,98 %.

Le sens itératif de la défaite

Le « sens » des défaites de 2002 et 2007 n'est pas fixé une fois pour toutes, et sa définition redevient un enjeu au gré des échéances électorales ultérieures et des congrès qui le recomposent. La victoire très nette du Parti socialiste aux élections régionales et cantonales de 2004, consacrée comme « un 21 avril inversé », ouvre un nouveau cycle politique après le « traumatisme » de 2002. Les commentateurs politiques (journalistes, éditorialistes, responsables socialistes...), qui donnent alors sens et forme au verdict électoral, sont aussi prompts à diagnostiquer le retour des catégories populaires qu'ils avaient établi la sanction ouvrière du candidat socialiste en 2002¹. Alain Duhamel écrit ainsi : « Le fameux "peuple de gauche" que tant d'articles et de livres, hier encore, présentaient comme un fuyard s'éloignant à toutes jambes du PS, a de nouveau massivement voté pour la gauche réformatrice². » *Libération* titre le 25 mars 2004, quatre jours après le premier tour des régionales : « Ceux qui ne boudent plus la gauche » et donne la parole aux électeurs de gauche revenus au « bercail ».

Ce « retournement » électoral conforte un certain nombre de thèses politologiques largement partagées par les responsables socialistes : celles du « 21 avril » comme « accident » de l'histoire

électorale ou celle de la labilité croissante des comportements électoraux. Le politiste Gérard Le Gall, membre du Parti socialiste, relie ainsi la défaite de 2002 à l'aune de la victoire des élections régionales comme « le télescopage entre une métamorphose, la montée de l'individualisme sur fond de crise, une période préélectorale prédisposant à l'accident (faible croissance, gauche dispersée et désunie) et une conjoncture immédiate marquée par la nette prévalence d'un enjeu : la sécurité ». Il conclut : « Si le 21 avril n'avait pas été un accident, on vérifierait sa reproduction. Ni juin 2002 ni mars 2004 ne l'ont confirmé » (*Le Monde*, 14 avril 2004). Dans le même journal, Henri Weber revient sur « le 21 avril » qui, selon lui, a été « surinterprétée ». En 2008, la victoire historique du Parti socialiste aux municipales conduit de la même manière à reconsidérer le message des électeurs de 2007. Le bon score de la motion de Ségolène Royal lors du vote des militants préparatoire au congrès de Reims redonne crédit à la thèse du piètre soutien de la part des « éléphants » dont elle aurait pâti un an plus tôt.

1. 45 % des électeurs ouvriers ont voté pour une liste de gauche (PS, PC, Verts) au premier tour de l'élection régionale de 2004.

2. *Libération*, 27 mars 2004.

INCERTITUDES AUTOUR DU CONGRÈS DE « REFONDATION » DE 2018

Après la défaite de 2017, le congrès s'inscrit dans un contexte de vacance de leadership. Les deux finalistes de la primaire organisée par le Parti socialiste quittent le parti. Benoît Hamon annonce le 1^{er} juillet 2017 qu'il démissionne du parti pour lancer le Mouvement du 1^{er} juillet (il déclare n'avoir donné aucune consigne à ses amis et proches, mais leur départ est visiblement concerté – les annonces d'élus locaux, d'anciens parlementaires ou de cadres intermédiaires se succèdent au rythme d'une à deux chaque semaine). Il appelle de ses vœux une grande réunion de structuration et d'organisation pour l'automne 2017, avant la tenue d'états généraux de toute la gauche pour fabriquer une « maison commune » en vue des élections municipales de 2020. Il déclare à *Politis* le 6 juillet 2017 : « Je n'avais pas envie de devenir la mouche du coche. C'est sympathique mais ça ne sert à rien. » Manuel Valls, après avoir sollicité, sans succès, l'investiture d'En Marche aux élections législatives, annonce le 27 juin son départ du Parti socialiste et son adhésion au groupe LREM de l'Assemblée nationale comme apparenté¹. C'est la spécificité de la situation de 2017 : la défaite remet en cause la domination du parti à gauche. Sa position est triplement affaiblie par une série de départs et de défections de cadres et de militants vers La République en marche², le mouvement de Benoît Hamon et, plus marginalement, La France insoumise. L'espace politique occupé par le Parti socialiste se rétrécit fortement.

1. À la suite du départ de Benoît Hamon et Manuel Valls, l'éditorialiste Michel Noblecourt évoque « une clarification par le vide » (« La refondation du PS par le vide », *Le Monde*, 12 juillet 2017).

2. 83 des 308 députés En Marche sont issus du Parti socialiste.

C'est une génération de cadres du parti qui s'efface, et un profond renouvellement élitaire qui s'amorce¹. Les commentateurs prêtent des ambitions à des personnalités jusque-là de second rang comme Luc Carvounas, ex-valliste, Matthias Fekl, Najat Vallaud-Belkacem, Boris Vallaud... Le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis annonce, après la défaite aux élections législatives, son départ de la direction du parti mais se laisse plusieurs mois pour « organiser la transition » (sa démission est effective lors du Conseil national du 30 septembre). Il annonce la mise en place avant l'été d'une direction collégiale provisoire : « Si on repart avec un premier secrétaire, il y aura une majorité et une minorité et on recommencera comme avant². »

Le Conseil national du 8 juillet installe cette direction³ (non prévue par les statuts). Elle fait une place à la fois à la sensibilité hamoniste (en dépit du départ du candidat après l'élection présidentielle) et hollandaise. Régis Juanico, proche de Benoît Hamon, affirme qu'« on ne peut relancer le parti sans qu'il y ait un rassemblement total » (*Le Monde*, 11 juillet), alors qu'il soutient par ailleurs le Mouvement du 1^{er} juillet. Frédérique Espagnac, sénatrice, ancienne collaboratrice de François Hollande, entre à la direction. L'équipe se compose de 16 membres. Elle est assistée de trois collectifs : coordination des élus (les trois présidents des groupes parlementaires et le président de la fédération des élus), coordination des territoires, porte-parolat du Parti

1. Ce qui conduit Jean-Christophe Cambadélis à écrire : « Je me suis retrouvé seul à assumer la défaite et à décider » (*Chronique d'une débâcle...*, *op. cit.*).

2. *Libération*, 25 juin 2017. Le premier secrétaire analyse en ces termes sa décision de nommer une direction provisoire et de s'effacer par étapes : « Je fais une défense élastique (*rires*). Je démissionne et je propose une direction provisoire avec une feuille de route qui permette de se rassembler et de préparer les conditions du prochain congrès. En faisant ça, je concours à sauver le PS », *Libération*, le 2 octobre 2017). Il dit au Conseil national du 30 septembre « avoir maîtrisé la transition entre le désastre et l'aube du renouveau ».

3. Jean-Christophe Cambadélis reste à son poste jusqu'à ce que les militants votent une feuille de route en septembre.

socialiste. Ce groupe de 29 personnes s'ajoute aux instances existantes (secrétariat national et Bureau national), qui ne sont pas supprimées. Rachid Temal pilote les travaux de la direction en sa qualité de secrétaire national de l'organisation¹ et appelle à « tout mettre sur la table » afin de « réfléchir, proposer et agir pour réinventer notre formation politique² ».

La direction collégiale, pléthorique, accueille toutes les sensibilités du parti mais, ce faisant, ne permet pas de dégager et d'affirmer une ligne politique claire. La presse est unanime pour présenter cette initiative comme un « replâtrage » et pour brocarder une nouvelle « synthèse » socialiste³. Le Conseil national du 30 septembre prolonge le mandat de la direction collégiale dans une situation confuse⁴. Un certain flottement s'installe dans les processus décisionnels du parti. En effet, la direction provisoire ne se substitue pas aux autres instances qui coexistent entre elles (elle se réunit tous les mardis avant le Bureau national). Les sensibilités internes se recomposent et se réorganisent en vue d'un prochain congrès, même si les rapports de force internes apparaissent encore peu lisibles. Les anciens soutiens d'Arnaud Montebourg, derrière François Kalfon et Yann Galut, publient un texte dans *Le Monde* du 23 juin où ils affirment l'ambition d'« inventer la gauche nouvelle ». Emmanuel Maurel, député européen et « frondeur » entre 2012 et 2017, qui a déposé seul une motion autonome au congrès de 2012 rassemblant 14 % des suffrages militants, dans un article publié dans la *Revue de l'Office universitaire de recherche socialiste*⁵, appelle à une refondation idéologique du Parti socialiste sur une base

républicaine et antilibérale et à mettre fin à la théorie des « gauches irréconciliables ».

Jean-Christophe Cambadélis préconise que le congrès se tienne en février – « ni trop tôt ni trop tard¹ » –, et cette option fait rapidement consensus. La perspective de deux congrès est néanmoins envisagée : un congrès politique et statutaire en février ou mars pour désigner une nouvelle direction² et une orientation politique, un congrès de « refondation » qui pourrait s'organiser après les élections européennes de 2019, voire les élections municipales de 2020. L'incertitude porte principalement sur les règles de ces congrès. Leur dramaturgie traditionnelle est mise en cause par un certain nombre de dirigeants. Premier secrétaire de la fédération de Paris, membre de la direction provisoire, Emmanuel Grégoire annonce, au nom de la direction collégiale, un changement des règles lors d'une conférence de presse en août :

Nous avons décidé de proposer aux militants de changer les statuts du Parti socialiste et de ne plus jamais donner le spectacle de congrès qui ne sont plus ni des débats de fond, ni des moments d'arbitrage d'orientation politique, mais des moments d'écurie, de conciliabules dans des arrière-cuisines, etc. Il faut vraiment tourner la page des vieux congrès³.

Il rappelle l'épisode malheureux de Reims (2008), le « congrès de la triche », et de Toulouse (2012) et Poitiers (2015), des « congrès de synthèse jusqu'à l'absurde ». La forme traditionnelle du congrès est démonétisée et discréditée, mais les contours de la réforme organisationnelle et de sa réinvention demeurent flous durant un temps. Les sensibilités situées à la gauche du parti craignent une remise en cause

1. Cet homme d'appareil, élu au Sénat en septembre 2017, est un proche de Jean-Christophe Cambadélis.

2. *L'Hebdo des socialistes*, n° 870, juillet 2017.

3. Voir notamment *Le Monde*, 12 juillet 2017.

4. Rachid Temal a tenté d'obtenir la désignation de premier secrétaire à part entière.

5. *Recherche socialiste*, n° 80-81, avril-juin 2017.

1. *Le Monde*, 10 juillet 2017.

2. Au Conseil national du 30 septembre, Jean-Christophe Cambadélis conseille la désignation d'un « *primus inter pares* ».

3. *Les Échos*, 27 août 2017.

du vote des motions à la proportionnelle, règle centrale depuis le congrès d'Épinay, et menacent de quitter le parti si cette décision est prise. Une commission statutaire présidée par François Lamy est mise en place le 7 novembre 2017 pour formuler un certain nombre de propositions. Le Conseil national du 9 décembre 2017 adopte de nouvelles modalités d'organisation du congrès : suppression des contributions générales, textes d'orientation réduits à 50 000 signes organisés autour de cinq thématiques obligatoires, élection des premiers secrétaires fédéraux en même temps que celle du premier secrétaire... Les nouvelles règles d'organisation sont censées produire un parti plus moderne, plus agile, plus mobile, parfois plus discipliné, pour pouvoir préparer l'avenir et un congrès apportant plus de clarifications sur des points précis.

L'IMPÉRATIF DE LA « RÉNOVATION » ET L'USURE D'UN RÉFÉRENT

Les congrès de défaite placent au centre de l'agenda partisan l'enjeu de l'organisation et sa nécessaire « rénovation ». La « crise » née de l'échec se traduit par une injonction au changement que les dirigeants en place cherchent tout autant à satisfaire qu'à maîtriser. La « rénovation » constitue un mot d'ordre relativement partagé qui suit de manière systématique les défaites. Rhétorique de défaite mobilisée à la fois par les dirigeants en place et ceux qui les contestent, elle est une figure imposée, même si elle n'aboutit que marginalement à une réforme substantielle des règles et pratiques partisans. Autour de la « rénovation » s'institutionnalise au fil des cycles de défaites électorales une routine de domestication de ces échecs.

LA RÉNOVATION COMME RÉPERTOIRE DE DÉFAITE¹ ET MYTHE ORGANISATIONNEL

Renouveler le parti, le réinventer, le refonder : depuis 1993, les périodes postélectorales sont dominées invariablement par les mêmes diagnostics et les mêmes mots d'ordre. Les défaites sont attribuées aux faiblesses d'une organisation jugée de manière relativement unanime

1. Au sens employé par l'historien Charles Tilly, à savoir un stock de solutions et de pratiques éprouvées par leur usage dans le passé.

comme insuffisamment militante, peu en prise avec les milieux populaires et l'électorat de référence, refermée sur elle-même, peu démocratique et ouverte au débat d'idées, notabilisée... Au terme des états généraux de 1993, Jean-Paul Huchon, qui les coordonnait alors, appelait déjà de ses vœux un parti plus militant, plus ouvert et « en réseaux¹ ». En 2002, François Hollande renoue avec l'inspiration des états généraux pour lancer un nouveau cycle de rénovation. En décembre 2002, à Montreuil², il affirme l'ambition « d'un parti ouvert à plus de 30 % des suffrages » et fixe l'objectif d'un parti à 300 000 militants. Son analyse est sévère : « Prenons la mesure des choses : le nombre de nos adhérents est l'équivalent du nombre des électeurs d'une grosse circonscription législative. [...] Aujourd'hui, c'est un parti à plus de 30 % des suffrages avec le double d'effectifs militants qu'il faut bâtir. Mais fixer un tel objectif suppose des changements de nos pratiques et de notre structure politique. »

Le contexte critique ouvert par la défaite de 2007 rouvre le champ des « possibles » sur le plan des réformes organisationnelles. La « rénovation » est relancée. La résolution présentée par François Hollande et adoptée par Conseil national du 23 juin 2007 a fixé trois objectifs pour la « rénovation du PS » :

- 1) Réaffirmer les valeurs fondatrices de l'engagement socialiste.
- 2) Renover les procédures et revoir l'organisation afin de nous doter d'un instrument politique moderne et offensif en phase avec notre temps, ce qui suppose de simplifier notre fonctionnement, de redéfinir nos règles de délibération, nos processus de décision, les modalités de notre vie collective.
- 3) Engager le dialogue et la confrontation avec les associations, les syndicats, les autres formations progressistes, les citoyens pour tracer les nouvelles frontières de la gauche et construire un rassemblement majoritaire et cohérent.

1. Compte rendu des états généraux des socialistes publié dans *PS Info*, n° 553, août 1993.
2. Supplément de *L'Hebdo des socialistes*, janvier 2003.

On peut analyser la rénovation comme un *mythe organisationnel* entendu comme une fiction nécessaire qui permet de réassurer la croyance dans l'adhésion au parti et sa résilience. Sa « fonctionnalité » stratégique renvoie à la légitimation d'élites dans un parti professionnalisé (c'est-à-dire qui compte de plus en plus d'élus) mais qui se vit encore comme « parti de militants ». La rénovation résulte du décalage entre le parti tel qu'il est perçu (un parti d'élus tendanciellement désencastré de la société) et tel qu'il voudrait être (au regard de la prégnance d'un idéal partisan issu du « parti de masse » ouvrier)¹, ce décalage étant révélé et réactivé par les désaveux électoraux.

Le succès du credo rénovateur est lié à sa plasticité et aux usages multiples dont il fait l'objet. Sa fortune sémantique tient aux ambiguïtés de son contenu, à son caractère fourre-tout : si la rénovation est surtout organisationnelle et renvoie aux pratiques partisans et militantes, elle est aussi idéologique ou « politique » selon certains de ses promoteurs. L'analyse de la défaite en termes de « nécessité de la rénovation » s'impose comme un des cadres interprétatifs de l'échec, mais les acteurs en présence ne l'investissent pas de la même manière. Pour les outsiders, il constitue une injonction permettant de mettre en cause les équilibres de pouvoir établis et doit conduire à un réalignement sur une ligne « plus à gauche ». Les élites en place leur contestent le monopole du discours du changement en se l'appropriant. La rénovation concerne surtout pour eux les pratiques militantes et doit conduire à l'acceptation du réformisme. La « rénovation » constitue alors une des manières éprouvées de se relégitimer et de *donner le change sans changer la donne*. On peut parler, en s'inspirant des travaux de Fabien Desage et de David Guéranger sur la réforme intercommunale, d'un *illusio réformateur* au

1. Rémi Lefebvre, « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de "Tengagement distancié" et transformations du militantisme au Parti socialiste », *Politix*, n° 102, 2013.

Parti socialiste, entendu comme la propension à investir ou réinvestir un ensemble d'attentes dans la transformation du parti nonobstant les échecs des tentatives précédentes¹.

L'ÉCHEC DE LA RÉNOVATION ET LES PRIMAIRES

Le volontarisme réformateur constitue un répertoire avant tout sémantique et discursif de défaite qui ne donne lieu qu'à très peu de réformes concrètes et de changements dans les règles et le fonctionnement du parti. Aucune politique volontariste de recrutement militant n'est véritablement engagée ni après 2002, ni après 2007. La volonté de recréer des liens avec le monde intellectuel se manifeste par la création en avril 2009 d'un « Laboratoire des idées », qui dispose néanmoins de peu de moyens. La volonté de limiter le cumul des mandats par des règles internes se heurte à la résistance des élus.

L'éphémère Secrétariat national à la rénovation

Après le congrès du Mans de novembre 2005, un « Secrétariat national à la rénovation » est pour la première fois créé. Il est confié à Barbara Romagnan². La rénovation s'institutionnalise en quelque sorte alors en devenant un « secteur » de la direction. Mais la secrétaire nationale se heurte à de nombreuses pesanteurs, à une certaine inertie et à l'absence de moyens. Elle démissionne en septembre 2007 après avoir adressé un courrier à François Rebsamen (numéro deux du parti) où elle dénonce l'absence de moyens logistiques et le fait de ne pas être associée

aux réunions du parti concernant sa « thématique ». Elle n'est pas remplacée. Elle analyse son expérience :

J'ai démissionné au bout d'un an et demi. Le problème était qu'il n'y avait aucune mission. C'était un truc purement d'affichage. J'en avais bien conscience. J'étais une incarnation physique de la rénovation. J'étais une jeune femme, une des seules qui étaient déjà membres des instances nationales. Il n'y avait pas besoin de trop se faire prier pour que je parle. J'étais issue d'une motion minoritaire, celle d'Henri Emmanuelli. Alors si on lui avait proposé, tout le monde aurait dit c'est vraiment du pipeau la rénovation. Avec moi c'était l'extrême inverse. C'était une façon de faire un symbole. Finalement je le regrette. Je n'avais pas deux doigts de moyens. C'était un secrétariat qui avait un nom mais sans assise organisationnelle. Il y a eu beaucoup de discussions intéressantes dans les fédérations. Mais sans volonté politique, rien ne se passe. Matériellement, pour moi c'était compliqué. Je n'avais pas de collaborateurs. Après ma démission, il n'y a pas eu de remplacement jusqu'au dernier congrès. Cela montre à quel point c'était indispensable³.

1. Fabien Desage, David Guéranger, *La Politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2011, p. 44. La rénovation au Parti socialiste traduit aussi, à l'instar de la réforme de l'État, un « souci de soi ». Voir Philippe Bezes, *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris PUF, 2009.

2. Barbara Romagnan n'est alors pas élue. Elle a été candidate aux élections législatives de 2002 pour la troisième circonscription du Rhône et battue.

3. *LibéLyon*, 15 janvier 2009.

Les victoires locales en 2004 comme en 2008 ont valeur *d'absolution* et placent au second plan les questions d'organisation. Autrement dit, la « rénovation » demeure dans une large mesure une incantation. Les dirigeants socialistes savent désormais négocier les phases de défaite et domestiquer le potentiel de bouleversements qu'elles recèlent. La « rénovation » s'apparente à un rituel postdéfaite maîtrisé, aux effets savamment canalisés, qui permet aux élites socialistes de donner des gages de changement¹. On peut néanmoins émettre l'hypothèse du rendement décroissant de ce registre d'amortissement de la défaite. Les socialistes croient-ils encore à leur mythe de la rénovation² ? Martine Aubry, alors première secrétaire du Parti socialiste, fait preuve d'une certaine lucidité critique sur la rénovation lors du Conseil national du 12 septembre 2009 à la Maison de la Mutualité : « Cette rénovation, vous savez, comment le dire... Il n'y a rien de plus archaïque que les discours sur la rénovation parce qu'on en a beaucoup entendu. Mais il n'y a rien de plus moderne, il n'y a rien de plus ambitieux et finalement de plus enthousiasmant pour nous que porter cette rénovation dans les faits, et c'est ce que nous commençons à faire tous ensemble ce matin. » Le mot magique de « rénovation » semble s'être démonétisé au fil de ses instrumentalisation successives, comme le montre le processus qui conduit à l'adoption des primaires ouvertes.

Dans un contexte de présidentialisation accrue du parti³, lié à l'inversion du calendrier électoral et au quinquennat, l'enjeu de la rénovation se cristallise essentiellement dans les deux périodes sur la

question de la désignation du candidat à l'élection présidentielle. L'incapacité à élargir la base militante conduit à l'adoption de procédures d'adhésion à bas coût (« les adhérents à 20 euros ») via Internet en vue de la primaire fermée de 2006. L'adoption du principe des primaires ouvertes en 2009 peut être interprétée comme une « solution » procédurale à l'accumulation des défaites présidentielles successives (les trois échecs de 1995, 2002 et 2007 créant un contexte favorable à l'innovation), à l'incapacité croissante du parti à réguler les questions de leadership, patente lors du congrès de Reims, et aux impasses de la « rénovation ». Nommé secrétaire national à la rénovation à l'issue du congrès, en décembre 2008, Arnaud Montebourg produit un rapport sur cette question et, confronté aux résistances d'un parti jugé « conservateur », concentre son action sur le combat des primaires ouvertes, qu'il voit comme « la mère de toutes les batailles ». Les échecs de la rénovation ont ainsi été un des facteurs qui ont conduit à reformuler l'idéal d'ouverture du parti sur la société vers une nouvelle procédure de désignation du candidat¹. Arnaud Montebourg l'exprime avec éloquence : « [...] plutôt que de rénover le parti de l'intérieur, on a choisi l'extérieur² ». Comme l'atteste l'adoption par l'UMP des primaires ouvertes en 2013³, les défaites électorales, dans un contexte d'affaiblissement de la légitimité des partis, conduisent au dépassement de la forme partisane existante. Les primaires constituent une voie possible de ce dépassement⁴.

1. Lors d'un forum de la rénovation à Lille en novembre 2007, un membre de la direction nationale, ironisant en aparté sur la récurrence de ce vocable réformateur, cite explicitement le Tancredi du *Guépard* de Visconti : « Pour que rien ne change, il faut d'abord que tout change. »

2. On fait ici allusion au livre de Paul Veyne (*Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? Essai sur l'imagination constituante*, Paris, Seuil, 1983).

3. Pour une approche nuancée de cette question, voir Florence Haegel, Frédéric Sawicki, « Résistible et chaotique, la présidentialisation de l'UMP et du PS » in Yves Déloye, Alexandre Dézé, Sophie Maurer (dir.), *Institutions, élections, opinion. Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Parodi*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, pp. 19-40.

1. Pour de plus amples développements, on renvoie sur cette question à Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

2. *Le Monde*, 7 octobre 2011.

3. Rémi Lefebvre, « Les primaires à droite. Processus d'adoption et transformations du jeu partisan » in Rémi Lefebvre, Éric Treille (dir.), *Les Primaires ouvertes en France. Adoption, codification, mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

4. Notre analyse renvoie à celle d'André Blais et William P. Cross, qui établissent que les défaites sont propices à une « démocratisation » de la sélection des candidats (*Politics at the Centre : The Selection and Removal of Party Leaders in the Anglo Parliamentary Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2012).

LA REFONDATION DE 2017

L'injonction au changement prend une forme lexicale légèrement amendée en 2017. Le terme de « rénovation » disparaît de la communication interne et externe du parti¹ pour laisser place à celui de « refondation », qui apparaît plus conforme au modèle auquel de nombreux acteurs se réfèrent (celui de la fin des années 1960 qui a conduit au congrès d'Épinay de 1971)². Un agenda de la « refondation », très proche des formes antérieures, se met en place : un processus ouvert de débats et de consultations à travers des « forums » doit déboucher sur un congrès, comme en 2002 et 2007. La refondation s'engage sur la base du vote des militants sur la « feuille de route » autour de forums ouverts au-delà du parti et organisés autour de cinq questions : les valeurs et l'identité des socialistes, la conquête et l'exercice du pouvoir, les grands défis pour la France, les grands défis pour le Parti socialiste, la France dans vingt ans. Sections et fédérations sont invitées à débattre sur ces thèmes en ouvrant les discussions aux associations, intellectuels, sympathisants... « Nous souhaitons que tous les Français qui veulent participer à la reconstruction du parti puissent faire des propositions³. » Une plate-forme en ligne est ouverte. Elle

permet de partager, de commenter et d'amender des contributions autour de ces entrées thématiques et d'une entrée « Expression libre », des entretiens de la Refondation avec des intellectuels, une première restitution-synthèse nationale annoncée le 9 décembre suivie de conventions thématiques. On lit sur la présentation du forum sur Internet : « C'est une triple reconstruction, politique, stratégique et organisationnelle que nous avons à mettre en œuvre. Nous avons à écrire une nouvelle page de l'histoire du socialisme démocratique et c'est avec vous, militants, citoyens engagés, sympathisants que nous le ferons. » Le processus doit contribuer « à analyser sans tabou les causes de nos défaites collectives¹ ». Le processus comme la rhétorique qui l'accompagne présentent de grandes similitudes avec ceux consécutifs aux défaites de 2002 et 2007. Une première restitution des forums a lieu le 9 décembre 2017. Le parti évoque 200 réunions qui ont eu lieu dans une cinquantaine de fédérations, ce qui semble relativement faible...

1. Dans le discours au Conseil national du 24 juin 2017, les termes « refonder » ou « refondation » sont cités 16 fois par le premier secrétaire, le terme « rénovation » une fois et pour évoquer le passé. Le mot « rénovation » est encore mobilisé ponctuellement par certains dirigeants. Matthias Fekl s'exprime en ces termes sur BFM TV le 26 août : « Il faut de fond en comble rénover la maison socialiste en mettant les anciennes querelles sous le boisseau, en mettant les ego de côté. Une nouvelle génération d'élus, de militants, de sympathisants sont dans cet état d'esprit là. »

2. Notons que le terme de « refondation » se trouve aussi au cœur de la démarche postdéfaite conduite au même moment par Les Républicains (LR). Elle présente de grandes similitudes avec le processus socialiste (consultation de la base militante à travers un questionnaire, huit ateliers-débats, contributions, cycle de débats...). 41 000 adhérents répondent à un questionnaire (sur un corps électoral estimé à 234 000 adhérents).

3. *L'Hebdo des socialistes*, n° 879, octobre 2017.

1. Site Les forums de la refondation, « La refondation c'est quoi ».

CONCLUSION

On a cherché ici à comprendre la « logique du désordre » partisan provoqué au Parti socialiste par les échecs électoraux¹. Dans les phases de défaite se déploient de *l'instituant* (des dynamiques de changement) et de *l'institué* (des usages stabilisés, des répertoires). Conjonctures fluides (ouvertes aux incertitudes et peu stabilisée), marquées par une intensification et une redistribution des luttes, les séquences de défaite déstabilisent le jeu partisan et le mettent en *désordre*. Elles constituent une fenêtre d'opportunité qui permet à des entrepreneurs d'en tirer parti. Elles sont constitutives d'une injonction à la réflexion et au changement auquel les dirigeants socialistes ne peuvent se soustraire, même s'ils en proposent des traductions ajustées à leurs intérêts. Elles réactivent néanmoins des routines, des codes discursifs et culturels qui contribuent à amortir le choc de l'échec électoral et apparaissent d'autant plus centraux qu'ils s'institutionnalisent avec le temps et la répétition des défaites. On assiste bien au Parti socialiste sur la période étudiée à une routinisation des moments critiques et à l'émergence de *répertoires de défaites*.

L'ordre partisan reprend ses droits autour d'un nouvel équilibre des forces après ces rites d'institution que sont les congrès ou les victoires aux élections intermédiaires, qui ouvrent un nouveau cycle (on ne peut encore statuer pour 2017). Les répertoires de régulation des défaites

1. Myriam Ait-Aoudia, Antoine Roger (dir.), *La Logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

procèdent bien de propriétés institutionnelles des partis et de leur grammaire¹. Dans les défaites se rejouent toujours au Parti socialiste, au moins formellement, les relations dirigeants/militants, qui sont une des tensions structurantes de l'organisation. La « base » militante y est produite ou reproduite². L'*ethos*, ou culture critique, très présent chez les militants³, et la réflexivité sur l'institution sont fortement stimulés et sollicités. Dans ce parti, où l'idéal du « parti de militants » reste prégnant, le répertoire de la « rénovation » s'impose comme un registre de régulation des défaites électorales et de sortie de l'*entropie* partisane postdéfaite⁴. Il combine appel à la parole « régénératrice » des militants, congrès de « refondation », impératif de réforme organisationnelle et rhétorique invariante du « nécessaire changement des pratiques ». Une *boîte à outils* de la défaite s'est ainsi constituée et, depuis 2007, confrontés à d'autres défaites, les dirigeants y ont largement puisé.

Le surinvestissement dans le registre (essentiellement discursif) de la « rénovation » et le désaveu par les faits ont néanmoins peu à peu

produit un phénomène de décroyance et de désenchantement qui devient patent en 2017. Un sentiment de déjà-vu nourrit alors les perceptions des acteurs¹. La « rénovation » annoncée n'est en effet dans une large mesure qu'une incantation. La rhétorique de changement postélectorale en 2002 et 2007 n'a conduit qu'à des modifications partisanes et idéologiques cosmétiques. Les dirigeants se sont employés à *donner le change sans changer la donne*. Après 2002 et 2007, le jeu mécanique des élections intermédiaires et de l'alternance, amplifié par le scrutin majoritaire et par une défiance structurelle conduisant à « sortir les sortants », tend à chaque fois à conforter le Parti socialiste dans son statut central au sein du système partisan. Qu'en sera-t-il en 2018 alors qu'un congrès a été fixé les 7 et 8 avril et que celui-ci est présenté par de nombreux dirigeants comme celui de la dernière chance ? Les socialistes peuvent-ils cette fois se contenter d'un simple replâtrage paresseux alors qu'ils ont perdu leur statut de parti hégémonique à gauche ? La refondation entamée en juin 2017 apparaît à ce jour relativement classique (consultations des militants, forums...). L'existence même du Parti socialiste semble pourtant aujourd'hui directement en cause, tant sa fragilisation est sans précédent.

Quelle place les socialistes peuvent-ils retrouver dans un jeu politique recomposé où leur espace politique à gauche comme à droite s'est considérablement rétréci ? Si l'histoire du parti offre des précédents de « renaissance » de la « vieille maison », et donc des ressources pour

1. Pour Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, les défaites réactivent la grammaire historique du « remords du pouvoir » (*L'Ambition et le Remords*, Paris, Fayard, 2005). Dans l'opposition, le parti peut donner libre cours selon les auteurs à son « surmoi marxiste ». Cette grille d'analyse est désormais très présente dans le discours des dirigeants.

2. Sur cette question, Charles Suaud, « Le mythe de la base [Les États généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 1984.

3. Cet *ethos* est typifié dans les discours indigènes comme « une tendance à l'autoflagellation ». Sur cette question, voir Martin Baloge, « Appréhender les critiques militantes par les processus de socialisation politique. Le cas du Parti socialiste français », *Politique et Sociétés*, vol. 32, n° 2, 2013, pp. 11-37. Sur les institutions critiques, voir plus généralement Elsa Rambaud, *Médecins sans frontières. Sociologie d'une institution critique*, Paris, Dalloz, coll. « Nouvelle Bibliothèque des thèses », avril 2015. Il faudrait interroger, à l'instar de l'auteure, l'« organisation sociale » de la critique au Parti socialiste, c'est-à-dire les tactiques, les dispositifs et la structure des échanges qui rendent la critique possible dans cette institution et « les gratifications dont elle se nourrit et qu'elle alimente en retour » (le temps de la défaite, celui de « l'explication », de la dispute et de la mésentente codifiée sont d'un certain point de vue attendus par les militants en ce qu'ils libèrent la parole critique). L'institution partisane conditionne bien et façonne des pratiques critiques, notamment dans les périodes postélectorales.

1. Plusieurs déclarations en témoignent. « J'ai parfois, et c'est désagréable, une impression de déjà-vu. Cela fait longtemps que je suis militant du PS et après chaque défaite, on a à peu près le même processus : fleurissement de tribunes, clubs, mouvements... » (Emmanuel Maurel, député européen, Conseil national du 24 juin 2017). À l'été 2017, pour justifier les départs, des proches du candidat à l'élection présidentielle mettent en avant l'incapacité du parti à se rénover. C'est le cas d'Alexis Bachelay : « Des appels d'apparatchiks qui demandent de la rénovation, j'en ai vu cent cinquante fois et ça n'a pas jamais marché. On veut reconstruire la gauche et ça ne passera pas par le PS. Il ne peut plus et ne doit plus être le moteur de la rénovation » (*Le Monde*, 26 juin 2017).

Après la défaite

crédibiliser un possible « retour de balancier » (le renouveau du parti d'Épinay en 1971, deux ans seulement après la débâcle de 1969, la victoire de 1997 seulement quatre ans après le faible score de 52 députés en 1993...), les charmes régénérants de la rénovation, rebaptisée « refondation », semblent s'être quelque peu évaporés et l'entrée dans l'opposition semble en 2017 beaucoup moins confortable que par le passé... La *résilience* organisationnelle du parti nourrit un imaginaire de « la renaissance » et de l'« éternelle » refondation. Elle fonde les espoirs d'une partie des dirigeants socialistes qui pensent que la crise n'est que transitoire, que leur parti peut retrouver son espace politique et que le balancier qui assurait jusque-là sa place centrale à gauche peut le restaurer dans son statut de parti de gouvernement⁷. Les élections municipales à venir, prévues en 2020, représentent un enjeu essentiel pour la survie du parti.

1. « Combien de fois on a annoncé la mort du Parti socialiste ! Il est aujourd'hui en très mauvais état mais il y a de quoi faire ! » s'écrie Stéphane Le Foll (*Le Monde*, 4 juillet 2017). Pour Henri Weber, il s'agit de la quatrième crise historique de refondation du parti. L'auteur évoque « une crise d'effondrement ». Optimiste, il prend l'exemple du parti travailliste britannique, qui connaît un regain alors qu'il « agonisait » il y a deux ans (« Non, le PS n'est pas (encore) tout à fait mort... », *Marianne*, 25 juin 2017).

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
« Défaire la défaite » : retour à « la base » et luttes interprétatives	9
L'enjeu du leadership : les congrès de défaite	23
L'impératif de la « rénovation » et l'usure d'un référent	37
Conclusion	47

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-114-1

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
^^

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie ÇAVA BURELOR
FÉVRIER 2018

RÉMI LEFEBVRE

APRÈS LA DÉFAITE

ANALYSE CRITIQUE DE LA RÉNOVATION AU PARTI SOCIALISTE 2002-2007-2017

2002, 2007, 2017 : le Parti socialiste a subi trois grandes défaites ces quinze dernières années. À chaque fois, le même diagnostic. À chaque fois, la même réponse, qui tient en un mot : rénovation. En 2002 et 2007, les dirigeants socialistes ont donné le change sans changer la donne : le changement annoncé n'a pas été pas au rendez-vous. Qu'en sera-t-il en 2018, où la refondation a remplacé la rénovation ? Le parti dépassera-t-il l'incantation alors que son existence même est désormais en jeu ? Rémi Lefebvre propose ici une analyse critique des discours de l'organisation sur ses défaites.

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'université de Lille et chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales.

www.jean-jaures.org



ISBN : ISBN : 978-2-36244-114-1

9 782362 441141 6 €

Fondation
Jean Jaurès